



Le 30 septembre 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE COMMUN de l'association Stop Fessenheim et du CSFR (Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin)

EDF vient de transmettre enfin au Ministre chargé de la transition écologique et solidaire, ainsi qu'à l'Autorité de Sûreté Nucléaire, la demande officielle de mise à l'arrêt définitif des deux réacteurs de la centrale nucléaire de Fessenheim, que chacun sait désormais grabataire.

Si les associations Stop Fessenheim et le CSFR s'en réjouissent, elles tiennent aussi à exprimer leurs interrogations, voire leur colère, quant aux conditions de cette fermeture.

En effet, une lecture attentive du communiqué de presse d'EDF permet de comprendre que l'exploitant est en voie de réussir un coup de maître : faire payer par le contribuable l'électricité non produite par Fessenheim... et ce jusqu'en 2041. C'est à dire jusqu'à ce que la vieille centrale, construite pour durer 30 ans, ait atteint l'âge de 64 ans ! **Le Grand Electricien aurait-il réussi à flouer à ce point l'Etat Français ?**

Depuis 1977 pour le premier, 1978 pour le second, ces deux réacteurs PWR prototypes ont fonctionné cahin caha, avec de nombreuses périodes d'arrêt dues à des incidents, dont certains fort inquiétants. Dans la nuit du 26 au 27 décembre 2009, l'Alsace a même frôlé l'accident majeur lors de la perte de contrôle du refroidissement d'un réacteur.

En 2012, François Hollande avait annoncé la fermeture de ces réacteurs en raison de leur dangerosité, liée à leur grand âge, et Ségolène Royal avait même tenté de lier le sort de cette centrale grabataire à celui de l'EPR, toujours mort-né. Depuis, la date n'a cessé d'être repoussée, en dépit de problèmes graves.

A l'heure actuelle,

- 1) La centrale de Fessenheim ne remplit pas les conditions de passage d'une 4ème visite décennale. Ceci signifie qu'en aucun cas l'ASN ne pourrait valider une exploitation au-delà de 2020 pour le réacteur 1 et de 2022 pour le réacteur 2.
- 2) EDF a décidé de ne pas respecter les critères post-Fukushima et a mis l'ASN devant le fait accompli de son renoncement à installer les DUS (diesels d'ultime secours) pourtant exigés depuis 2012. Il s'ensuit que depuis le 31 décembre 2018, Fessenheim aurait dû être mise à l'arrêt par l'ASN si celle-ci n'avait pas, entretemps, cédé à l'exploitant.
- 3) Les trois générateurs de vapeur du réacteur n°2 présentent d'importants défauts de soudure, et ceci est particulièrement grave sur le GV n°335 : des soudures de mauvaise qualité sur des aciers trop carbonés, ça peut mener à la catastrophe !

4) Et bien d'autres problèmes subsistent : voir à ce sujet https://stop-fessenheim.org/?page_id=8

Malgré tous ces faits, EDF veut faire croire à une fermeture "anticipée" qui lui serait imposée „pour des raisons politiques“ ! Et après avoir réussi à faire gober la pilule à nos politiciens, elle voudrait en convaincre l'opinion publique.

Ne nous laissons pas faire ! Les associations s'insurgent contre le fait de faire payer au contribuable la facture des errements d'EDF et ce, répétons-le, jusqu'en 2041, alors que les sommes promises à l'électricien pourraient être utilement employées pour financer l'isolation des logements, le développement des énergies renouvelables et la transition énergétique.

Rappelons que c'est grâce à leur lutte transfrontalière que les citoyens des deux côtés du Rhin avaient réussi à empêcher la construction de 12 réacteurs sur les 14 qui étaient alors prévus entre Bâle et Lauterbourg. Ont ainsi été évités les 2 réacteurs de Kayserhaugst, les 4 réacteurs de Breisach puis de Wyhl, les 4 de Gertstheim, et aussi 2 autres à Gamsheim ainsi que 2 à Lauterbourg (pour lesquels les zones de lignes THT existent toujours) et bien sûr les réacteurs n° 3 et 4 qui étaient déjà programmés à Fessenheim.

Plusieurs années encore les citoyens devront poursuivre leur lutte contre la centrale de Fessenheim : car, après la mise à l'arrêt définitif des deux réacteurs, le combustible (toujours radioactif !) restera stocké dans les deux piscines. Or, celles-ci ne sont protégées ni contre le risque terroriste, ni contre une chute d'aéronef... et ceci bien que l'aérodrome de Bremgarten se situe juste en face, à 3 Km ! Le risque nucléaire ne sera écarté que lorsque, enfin, tout élément et toute installation nucléaires auront été définitivement retirés.

Jean-Jacques Rettig
Président du C.S.F.R.



tél. +33 3 88 97 07 07

André Hatz
Président de Stop Fessenheim



tél. +33 3 88 08 00 27
gsm +33 6 82 02 69 79